

Jamais l'entreprise d'État ne produira à aussi bon compte que l'entreprise privée. Un grand nombre de citoyens de la province de Québec,—je ne voyage pas beaucoup dans les autres provinces,—sont contre la centralisation, parce que cela ne règle pas le problème et ne fait qu'augmenter le coût de production.

Et pour créer plus de travail, il faudra placer deux ou trois ouvriers à la place d'un. Un ouvrier, présentement, peut faire le travail et, quand tout sera centralisé, il faudra trois ouvriers pour faire le même travail.

Ce sont toutes des questions que les industriels, les hommes d'affaires se posent, et ils voudraient bien savoir s'ils peuvent compter sur une certaine protection, car l'entreprise privée se meurt.

[Traduction]

M. P. M. Mahoney (secrétaire parlementaire du ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, le gouvernement et la Banque du Canada se sont engagés dans une période expansionniste de l'économie canadienne en mars 1970. Les effets de ce stimulant ont commencé à se manifester dans les taux désaisonnalisés du chômage en septembre dernier et, en dépit de certaines fluctuations secondaires depuis lors, le chômage a tendance à fléchir et, malgré la hausse étonnante d'avril, on prévoit qu'il continuera à baisser durant l'année. A trois reprises depuis le début

du présent relevé de l'effectif ouvrier, le taux désaisonnalisé du chômage a accusé une hausse sensible. Ces trois fois-là, les chiffres du mois suivant ont diminué et la tendance à continuer à s'améliorer.

Les chiffres désaisonnalisés du chômage sont un indice économique important, mais ils ne sont pas les seuls. Les mises en chantier, les expéditions de marchandises, les nouvelles commandes, les prêts généraux consentis par les banques à charte, la protection industrielle, les chiffres désaisonnalisés du commerce au détail et les exportations sont également des indices qui nous permettent de soutenir que nous n'amorçons pas simplement une période d'expansion économique, mais que nous y sommes bel et bien engagés.

Le député parle du déséquilibre de l'économie. Je ne sais pas trop ce qu'il entend par là, et malheureusement ses commentaires n'ont pas apporté d'explications. Quoi qu'il en soit, le Canada fonctionne sous le régime de la libre entreprises, non sous celui d'une économie dirigée. Comme je l'ai dit cet après-midi, une certaine fluctuation dans le fonctionnement de l'économie est le prix que les Canadiens paient pour une grande liberté personnelle dans leurs décisions économiques et jusqu'ici, la plupart n'ont pas trouvé que c'était payer trop cher.

(La motion est adoptée et la séance est levée à 10 h. 19).